



Pour un 1er mai unitaire et combatif contre l'austérité, la précarité; pour la conquête des droits et l'augmentation des salaires pour toutes et tous sans distinction

VAL DE MARNE 94

Casse du statut de la Fonction Publique : des attaques sans précédent

La méthode de destruction est la même dans tous les services publics depuis des décennies : baisse des moyens constants, dégradation des conditions de travail, embauche de précaires en masse, conditions avantageuses pour les contractuels à l'occasion, non remplacement des fonctionnaires statutaires en partance. Les télécoms, les transports, l'énergie, le Pôle Emploi, la Poste, l'hôpital et désormais l'école ont tous connus cette même machine infernale. Pour le gouvernement Macron, il s'agit d'accélérer le rythme.

Début avril, moins de 5 ans après la Loi de Transformation de la Fonction publique, le ministre Guérini avance la réforme dite "pour

l'efficacité de la FP" : stratégie du choc, organisations syndicales méprisées, calendrier contraint.

Cette contre-réforme permet la suppression des catégories pour passer à une "FP de carrière". Plutôt que d'augmenter les salaires pour résoudre les problèmes d'attractivité des métiers, le gouvernement entend là aussi mettre en avant le salaire au mérite, brisant ainsi l'égalité de traitement des fonctionnaires et balayant l'exigence de dégel du point d'indice. Cette individualisation des rémunérations introduit la concurrence et l'intérêt individuel dans la fonction publique, condition nécessaire à l'isolement politique de chacun et chacune.

Casse des droits: ALD, jour de carence, assurance chômage, attaques aux retraites

Nouveau plan d'austérité: le gouvernement annonce faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeurs et chômeuses (réduction de l'allocation chômage), de celles et ceux qui sont malades (augmentation du nombre de jours de carence, réduction de la couverture de l'ALD), ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail.

Il poursuit sa politique au service des plus riches et des dividendes en distribuant de l'argent public aux plus grosses entreprises sous la forme d'exonération de cotisations sociales. Il faut au contraire exiger une

politique de justice fiscale qui rapporterait des milliards pour les dépenses publiques! A l'image du SMIC il faut à minima indexer les salaires, pensions et le point d'indice sur les prix. Il y a urgence d'augmenter les salaires et les retraites.

Il y a aussi urgence à régulariser les travailleurs. ses sans papiers, comme l'exigent les grévistes de Chronopost à Alfortville, en lutte depuis 28 mois. La surexploitation des travailleuses et travailleurs sans papiers, dans les secteurs essentiels de l'économie (nettoyage, construction, voirie, manutention, livraisons) contribue à tirer les salaires de tous. tes les salarié. es vers le bas.

La FSU 94 s'associe à l'appel de l'intersyndicale nationale, et se met à la disposition de l'interpro 94 pour organiser la lutte au niveau départemental: "nos organisations appellent les travailleuses et travailleurs, les jeunes, étudiant-es et retraité-es, à manifester partout en France le 1^{er} mai contre l'austérité, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix juste et durable dans le monde."

Pour un 1er mai où l'éducation et d'émancipation de la jeunesse soit notre boussole.

La jeunesse ne sera ni chair à canon, ni chair à patron!

De la maternelle à l'âge de l'université, les enfants et les jeunes, en particulier dans les quartiers populaires, sont en première ligne dans la guerre que le gouvernement mène contre l'éveil des consciences, la démocratisation de la société et les services publics.

Attal annonce un lot de mesures répressives, et commence à les déployer notamment avec les perquisitions musclées des domiciles de 5 élèves du Lycée de Cachan, dénoncées par le SNES 94. Avec le passage à la responsabilité pénale à 16 ans, la route est pavée pour la criminalisation de toute organisation de la jeunesse, et cela se fera d'abord sentir dans les quartiers populaires. La jeunesse doit être mise au pas.

Pendant cette année scolaire, AOC-Attal-Belloubet comptent bien cadenasser l'avenir de la jeunesse: généralisation du SNU, préparé par la multiplication des "classes défense" dans les collèges parfois directement animés par des militaires, et la communication sur "le respect de l'autorité partout: dans les classes, dans les familles, dans les rues". Mais ce ne sont pas de simples formules ! Le budget de l'armée grimpe, Macron parle d'avoir d'avoir une « guerre d'avance », d'intervenir en Ukraine, inaugure des usines d'armement... sous prétexte d'offrir travail et de faire vivre des gens ! Fabriquer des fusils et tuer pour vivre, voilà le futur qui est réservé à la jeunesse.

Avec la réforme du lycée professionnel en 2023, la porte ouverte à la multiplication de l'apprentissage était entamée, pour livrer la jeunesse au monde du travail et les enchaîner aux besoins des entreprises locales, au détriment d'une formation qualifiante. Depuis 2019, on observe 29% d'augmentation de décès par accident du travail chez les moins de 25 ans. Les jeunes sont surexposés par manque de formation, d'accompagnement aux risques et peu informés de leurs droits.

Avec le choc des savoirs, il ne s'agit pas d'élever le niveau des élèves mais de les mettre en concurrence, leur préparer un avenir de dominant/dominé en favorisant l'élite tout en éjectant ceux en difficulté au plus vite de la scolarité. L'objectif : produire une main d'oeuvre docile, jeune et pas chère, vouée à un travail précaire et corvéable sous la pression du chômage et de la pauvreté. Le choc des savoirs c'est moins de liberté pédagogique, des uniformes, des évaluations à outrance inadaptées et du tri social. Alors que nous demandons pour l'école davantage de RASED, d'AESH, d'AED, plus d'enseignant.es et moins d'élèves par classe depuis la maternelle jusqu'au lycée.

La FSU appelle les fédérations syndicales du 94 à se réunir très prochainement et à continuer à organiser des collectifs de lutte sur le plan local.

"Rien ne révèle mieux l'âme d'une société que la façon dont elle traite ses enfants"
Nelson Mandela.